

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/REG124/4

3 mars 2004

(04-0944)

Comité des accords commerciaux régionaux

Original: anglais

## ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE ENTRE ISRAËL ET LE MEXIQUE

### Questions et réponses

La communication conjointe ci-après, datée du 6 février 2004, est distribuée à la demande des délégations d'Israël et du Mexique.

Les questions adressées aux Parties et les réponses communiquées sont reproduites dans le présent document. Elles suivent l'ordre des points traités dans le document WT/REG124/3.

## **I. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'ACCORD**

### **3. Champ d'application**

**Outre les droits différenciés et/ou les engagements accrus dans le domaine des services qu'implique l'élimination des droits dans le cadre de l'ALE, celui-ci contient-il d'autres dispositions qui affectent les possibilités relatives d'accès aux marchés des pays qui n'y sont pas parties?**

L'ALE offre un cadre juridique clair qui permet la libéralisation progressive des échanges au-delà des engagements auxquels ont abouti les négociations du Cycle d'Uruguay. Nous estimons que l'élimination des obstacles au commerce dans le cadre de l'ALE n'entrave pas les échanges avec les pays qui n'y sont pas parties. Au contraire, l'ALE contribue au renforcement de la libéralisation des échanges ainsi qu'à la création d'incitations à la croissance économique et à l'accroissement des flux commerciaux aux niveaux régional et multilatéral. La participation active des Parties aux travaux de l'OMC témoigne de leur profonde volonté de promouvoir la libéralisation du commerce multilatéral.

## **II. DISPOSITIONS EN MATIÈRE DE COMMERCE**

### **1. Restrictions à l'importation**

#### **1.1 Droits et impositions**

**Concernant le paragraphe II.1 du document WT/REG124/3, veuillez nous fournir la liste des différents produits auxquels s'appliquent des contingents tarifaires.**

- Mexique: fleurs et café cachère

./.

- Israël: lait en poudre, pois chiches, fruits de l'espèce Capsicum ou Pimenta séchés, broyés ou moulus, autres légumes et mélanges de légumes, jus d'ananas, jus de tout autre fruit ou légume non mélangé, mélanges de jus.

### 3. Règles d'origine

**Y a-t-il harmonisation des règles d'origine ou cumul avec les pays non membres qui participent à des accords similaires?**

L'ALE ne contient aucune disposition spécifique sur cette question.

## IV. AUTRES

**Les prescriptions de transparence visées au chapitre IX ont-elles entraîné des modifications dans les pratiques gouvernementales des Parties?**

Les dispositions du chapitre IX se réfèrent aux engagements en matière de publication, notification et administration des lois. Les Parties se sont conformées à ces dispositions sans modifier leurs pratiques gouvernementales.

En ce qui concerne Israël, les sites ministériels pertinents (par exemple ceux du Ministère de l'industrie, du commerce et du travail, du Ministère des finances et du Ministère des affaires étrangères) contiennent les documents et explications pertinentes relatifs aux questions commerciales, y compris des renseignements sur la politique et la législation en matière d'importations.

Le gouvernement du Mexique, pour sa part, a pris d'importantes mesures dans ce domaine, notamment en créant récemment l'Institut fédéral pour l'accès à l'information publique (*Instituto Federal de Acceso a la Información Pública*) avec pour objectif de protéger le droit de chacun à avoir accès à ce type d'information. L'Institut reçoit également les plaintes du public lorsqu'une entité gouvernementale refuse l'accès à certains renseignements.

Depuis l'entrée en vigueur, le 11 juin 2002, de la Loi sur la transparence et l'accès à l'information publique émanant des pouvoirs publics (*Ley de Transparencia y Acceso a la Información Pública Gubernamental*) plus de 250 entités fédérales sont tenues de donner accès à cette information. Lorsqu'elle reçoit une demande de renseignements, l'entité gouvernementale concernée doit déterminer, conformément aux dispositions de la Loi, si l'accès peut être accordé ou non. En cas de réponse négative, le demandeur peut faire recours auprès de l'Institut.

La Loi sur la transparence et l'accès à l'information publique comporte des dispositions qui améliorent le droit d'accès à l'information tout en protégeant la vie privée, selon trois principes:

1. Toute information émanant des pouvoirs publics doit être publique et accessible, sauf si sa divulgation peut présenter un risque pour les affaires de la nation, notamment pour sa sécurité ou pour la santé publique.
2. Le droit d'accès à l'information doit être accordé à quiconque en fait la demande sans qu'il ait à justifier d'un intérêt légal ou à indiquer le motif de sa demande.
3. Les renseignements concernant les fonctionnaires ou les employés d'institutions publiques sont confidentiels afin de protéger leur droit à la vie privée.

---